

Pour diffusion immédiate
Le mardi 31 juillet 2001

COMMUNIQUÉ

ECUS : N'éveillez pas le chat qui dort !

Il est très peu probable que des changements importants soient proposés pour améliorer ou aller au-delà de l'Entente-cadre sur l'union sociale (ECUS) conclut Roger Gibbins, président et directeur général de la Canada West Foundation.

À la veille de la Conférence annuelle des premiers ministres provinciaux, l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) publie une nouvelle étude portant sur l'état des relations fédérales-provinciales. L'auteur affirme qu'étant donné l'évolution de la scène politique tant à Ottawa que dans les provinces depuis la signature de l'ECUS en février 1999, les divers intervenants pourraient préférer laisser passer sa révision sans y porter trop d'attention.

L'étude de 18 pages intitulée, « Conjoncture variable: Les fondements politiques de l'Entente-cadre sur l'union sociale » se penche sur les circonstances qui ont mené à la signature de l'ECUS et sur les changements qui ont marqué la politique canadienne depuis. L'auteur évalue les possibilités qu'une nouvelle ronde de négociations soit lancée, alors qu'approche la date d'échéance fixée pour le réexamen de l'Entente.

Du point de vue du gouvernement fédéral, constate Gibbins, les impératifs politiques qui rendaient l'ECUS si intéressante à l'époque ont disparu. L'auteur fait remarquer que les résultats de l'élection fédérale de novembre 2000 peuvent être interprétés comme un appui à l'intervention du gouvernement fédéral dans des domaines de compétence provinciale, tels que la santé. De plus, disposant d'une latitude financière considérable et faisant face à une opposition affaiblie, Ottawa sera peu porté à se soumettre de lui-même à un processus qui limiterait son pouvoir de dépenser ou qui inclurait un mécanisme multilatéral de règlement des disputes.

Du point de vue des provinces, le réexamen en profondeur de l'ECUS est également un scénario improbable. À l'exception peut-être des Maritimes et du Manitoba, les provinces manifestent peu d'enthousiasme ou d'intérêt à rouvrir les discussions sur l'ECUS que ce soit en raison des énormes surplus budgétaires de l'Alberta, des conflits acerbes et partisans qui opposent Ottawa et Queen's Park, ou du besoin de la Colombie-Britannique de se concentrer sur des affaires provinciales plus urgentes. Au Québec, l'antagonisme affiché par le gouvernement Landry envers tout ce qui est fédéral et le fait que la non-participation à cette Entente n'entraîne aucune conséquence fâcheuse laissent penser qu'il serait illusoire de tenter d'amener le Québec à se joindre à l'ECUS, du moins jusqu'aux prochaines élections provinciales.

1470, rue Peel
Bureau 200
Montréal (Québec)
H3A 1T1
(514) 985-2461
ax : (514) 985-2559

courriel :
irpp@irpp.org
site internet :
www.irpp.org

Néanmoins, l'auteur conclut : « ... la force d'inertie des institutions lui garantirait plutôt de survivre à cet exercice. Supprimer l'ECUS comporte des risques politiques qu'on éviterait en s'accommodant tout simplement de son existence. Même si elle a sans doute déçu certaines attentes majeures, on aurait du mal à soutenir qu'elle a causé de réels dommages aux relations intergouvernementales. ... Bref, contentons-nous de voir l'ECUS comme un modeste remaniement des relations intergouvernementales en usage au pays, sans espérer qu'elle n'ouvre en la matière une ère nouvelle. »

« Conjoncture variable: Les fondements politiques de l'Entente-cadre sur l'union sociale », la plus récente étude publiée par l'IRPP dans *Enjeux publics*, est la première de huit études sur l'union sociale à paraître dans les prochains mois. L'étude est maintenant disponible sur le site Web de l'IRPP à l'adresse www.irpp.org - il suffit de cliquer sur l'icône «Quoi de neuf?», à la page d'accueil.

Pour d'autres précisions ou pour obtenir une entrevue avec l'auteur, prière de communiquer avec l'IRPP.

Veuillez noter que vous pouvez maintenant recevoir les avis et communiqués de l'IRPP par courriel en vous abonnant à notre service de distribution électronique – pour ce faire, rendez-vous à la « Salle des nouvelles » sur notre site Web.

Fondé en 1972, l'IRPP est un organisme canadien, indépendant et sans but lucratif qui cherche à améliorer les politiques publiques canadiennes en encourageant la recherche, en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui rehausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens.

- 30 -

Renseignements : SÁNG TRAN-QUANG (514) 985-2461
 Agente de liaisons médias stranquang@irpp.org
 IRPP

Citations tirées de l'étude

« L'ECUS devait ainsi convaincre les Canadiens de la possibilité de renouveler la fédération en dehors de l'arène constitutionnelle, un objectif qui a toutefois perdu de sa crédibilité lorsque le Québec a refusé de jouer le jeu. » Page 7

« ...l'ECUS allait reposer sur une vaste coalition intergouvernementale soudée par l'intérêt financier. » Page 7

« ...l'exclusion du Québec ... n'a pas déclenché l'alarme qui aurait retenti une décennie plus tôt si l'on avait remanié les accords fédéraux sans la participation du Québec. » Page 7

« ...nous savons qu'une fois mises sur pied, les institutions politiques se montrent souvent très résistantes, même lorsque changent les conditions ayant présidé à leur création... » page 9

« L'ECUS est née du désir des provinces d'imposer un contrôle fédéral-provincial sur le pouvoir de dépenser d'Ottawa, et d'empêcher par conséquent un nouveau délestage financier comme celui qui avait brutalement grevé leurs budgets au milieu des années 1990. Du côté fédéral, on a réagi à cette initiative avec un enthousiasme mesuré, qui risque maintenant de s'éteindre tout à fait. » page 9

« Aucune des plus grandes provinces, que ce soit l'Ontario, le Québec, la Colombie-Britannique ou l'Alberta, ne semble disposée à monter la première à l'assaut. Et bien que certaines des petites puissent réagir plus favorablement, les avantages qu'elles obtiendraient d'Ottawa restent fort limités. Il est donc peu probable que les responsables gouvernementaux profitent de la révision de l'ECUS pour lui imprimer une nouvelle orientation. » page 14

« Pour assurer une réelle participation des autochtones aux affaires intergouvernementales, il leur faudrait se regrouper au sein d'une organisation-cadre, ou d'une poignée de telles organisations représentant les divers peuples autochtones. » page 15

« Peut-être même en a-t-on encore réduit la transparence depuis que les gouvernements se réunissent plus souvent, dans des circonstances qui résistent à l'examen du public ou échappent à sa connaissance. » page 16

« ...le gouvernement fédéral profite de si grandes ressources qu'à moins d'un sérieux ralentissement économique, il gardera les coudées franches pour agir unilatéralement. D'autant qu'il détient une autorité lui permettant de réprimander à sa guise les provinces contrevenantes, ce qu'il n'est pas près de céder pour un mécanisme de règlement des différends. » page 17

« L'ECUS demeure en définitive un fragile monument dressé en l'honneur des relations intergouvernementales, et les relations intergouvernementales n'ont jamais été le chouchou des Canadiens. » page 18